

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

Maître d'ouvrage : Ministère de la culture

Représentant du maître d'ouvrage : Direction régionale des affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine

Pouvoir adjudicateur : Etat - Ministère de la culture

Représentant du pouvoir adjudicateur : La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Département : Gironde

Commune : BORDEAUX

Edifice : Chapelle Saint Jacques

Nature de l'opération : Travaux d'office - Mise en sécurité et mise hors d'eau

Désignation des lots :

LOT N° 1 – ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS

LOT N° 2 – CHARPENTE

LOT N° 3 – MACONNERIE / PDT

LOT N° 4 – COUVERTURE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 **OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

- 1.1 Objet du Marché - Emplacement des Travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2 Tranches et lots
- 1.3 Maîtrise d'œuvre
- 1.4 Contrôle Technique
- 1.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (S.P.S.)

ARTICLE 2 **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

ARTICLE 3 **PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

- 3.1 Répartition des paiements
- 3.2 Tranche optionnelle
- 3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
 - 3.3.1 Variation de la T.V.A.
 - 3.3.2 Mode d'évaluation et règlement des comptes
 - 3.3.3 Constatation des quantités d'ouvrages exécutés
 - 3.3.4 Règlement des prix des ouvrages ou travaux non prévus
 - 3.3.5 Approvisionnement
- 3.4 Variation dans les prix
 - 3.4.1 Les prix seront (fermes ou révisables ou actualisables)
 - 3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché
 - 3.4.3 Choix de l'index de référence
 - 3.4.4 Variation de la T.V.A.
 - 3.4.5 Actualisation provisoire ou révision
- 3.5 Paiement des sous-traitants
 - 3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché
 - 3.5.2 Modalité de paiement direct
- 3.6 Formes particulières de l'envoi des projets des décomptes mensuels et finals
 - 3.6.1 Remise des projets de décompte au vérificateur
 - 3.6.2 Délai global de paiement
 - 3.6.3 Intérêts moratoires

ARTICLE 4 **DELAI D'EXECUTION**

- 4.1 Délais d'exécution des travaux
- 4.2 Prolongation du délai d'exécution
- 4.3 Pénalités pour retard – Primes d'avance
 - 4.3.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux
 - 4.3.2 Pénalités pour absence non justifiée aux rendez-vous de chantier
 - 4.3.3 Pénalités pour non respect des consignes d'hygiène et de sécurité
 - 4.3.4 Pénalités pour non production du décompte final
 - 4.3.5 Protections complémentaires
 - 4.3.6 Primes pour avance
- 4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

ARTICLE 5 **CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

- 5.1 Retenue de garantie
- 5.2 Avance forfaitaire
- 5.3 Avance sur matériel
- 5.4 Avenant
- 5.5 Marché complémentaire

ARTICLE 6 **PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

- 6.1 Provenance des matériaux et produits

ARTICLE 7 **IMPLANTATION DES OUVRAGES**

ARTICLE 8 **PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

- 8.1 Période de préparation et dépenses de chantier
 - 8.1.1 Période de préparation
 - 8.1.2 Dépenses de chantier
- 8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
- 8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 8.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
 - 8.4.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier
 - 8.4.2 Mesures de sécurité sur l'édifice
 - 8.4.3 Panneau de chantier
 - 8.4.4 Permis feu
 - 8.4.5 Autorisation administrative
 - 8.4.6 Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier

ARTICLE 9 **CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

- 9.1 Essais et contrôles des ouvrages
- 9.2 Réception
- 9.3 Documents fournis après exécution
- 9.4 Délai de garantie
- 9.5 Garanties particulières
- 9.6 Assurances
- 9.7 Taxe d'apprentissage
- 9.8 Résiliation de marché

ARTICLE 10 **CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE**

ARTICLE 11 **DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITION GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**) concernent le marché relatif au corps d'état cité en objet.

La description et la localisation des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**C.C.T.P.**).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de **BORDEAUX** jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. Tranches et Lots

Les travaux seront réalisés en une seule tranche et concernent 4 lots:

LOT N° 1 – ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS

LOT N° 2 – CHARPENTE

LOT N° 3 – MACONNERIE / PDT

LOT N° 4 – COUVERTURE

1.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Monsieur **Michel GOUTAL**, Architecte en Chef des Monuments Historiques
110, rue du Faubourg Poissonnière
75010 Paris
Tél.: 01 42 59 18 17
Fax : 01 42 59 18 60

En application de l'article 13.1 du décret 2009.749 du 22 juin 2009 et des dispositions de l'arrêté du 01 février 2011

L'architecte en chef, **Monsieur Michel GOUTAL**, est chargé de la maîtrise de chantier.

1.4. Contrôle technique

Sans objet

1.5. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (S.P.S.) :

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs en phase de réalisation est confiée à : la société ELYFEC SPS désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S. ».

ARTICLE 2 **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) pièces particulières

- Acte d'engagement (**A.E.**)
- Présent cahier des clauses administratives particulières (**C.C.A.P.**)
- Cahier des clauses techniques particulières (**C.C.T.P.**)
- le plan général de coordination (PGC)
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire
- Les plans
- Le mémoire technique établi par l'entreprise

b) pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Cahier des clauses techniques générales (**C.C.T.G.**) applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat,

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,

- Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (**CCS/DTU**) tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n° 1 de la circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n° 2 de la dite circulaire.

ARTICLE 3 **PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.2. Tranches optionnelles

Sans objet

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. Contenu des prix

Le prix du marché est hors T.V.A. et est établi :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
- Vent	- 50 Km / heure
- Pluie	- 20 mm / jour pendant 8 jours consécutifs.
- Température (gel)	- Moins (-) 8 degrés Celsius pendant 8 jours consécutifs.
- Température (canicule)	- plus (+) 35 degrés Celsius pendant 8 jours consécutifs.
- Neige	- 10 cm d'épaisseur pendant 8 jours consécutifs.

En tenant compte des sujétions ci-après :

L'entrepreneur devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par **l'Architecte, Maître d'œuvre** en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le dépôt du matériel et des matériaux.

L'entrepreneur supportera, **sans indemnité ni augmentation** du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement ou d'exploitation de l'établissement dans lequel s'effectuent ses travaux et prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

Il est interdit au personnel de l'entreprise d'entrer en communication avec le personnel ou les occupants de l'établissement. Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement.

L'entrepreneur est tenu de reconnaître les lieux dans lesquels s'exécuteront ses travaux, aucune indemnité ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées en cours d'exécution.

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du C.C.A.G. - Travaux :

- Les soins particuliers, les difficultés d'exécution découlant de la nature particulière des travaux de restauration de parc de Monuments Historiques impliquant :

- l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes,
- l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser,
- l'obligation d'emploi des matériaux de choix,
- les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice,
- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens,

- les frais découlant de l'obtention d'un permis "de feu" signé par le maître d'œuvre impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites.

- les frais d'installations de chantier, d'accès, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au **C.C.T.P.** ; sauf si ces prestations font l'objet de prix particuliers.

- Les frais d'assurances mentionnés à l'article **9.6.** du présent **C.C.A.P.**

- Les frais d'établissement des attachements écrits et figurés dans les conditions définies à l'article **3.3.3.** du présent **C.C.A.P.**

- Les frais d'établissement des documents fournis après exécution.

- Les droits de voirie éventuels seront réglés par l'entreprise aux lieu et place du Maître d'ouvrage et lui seront remboursés sur présentation des pièces justificatives par virement séparé, sans aucune majoration.

3.3.2. Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés sont réglés suivant les modalités stipulées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.3.3. Constatation des quantités d'ouvrages exécutés

En complément de l'article **12 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur a la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés :

- Les attachements écrits et figurés qui doivent comporter impérativement toutes les informations utiles pour l'établissement des décomptes, à savoir pour :

- **Tous les ouvrages :**

- **Positionnement du lieu des travaux sur un plan à l'échelle de 5 mm par mètre minimum.**

- **Plans et coupes à l'échelle de 1 cm ou 2cm par mètre suivant la complexité des ouvrages.**

- **Cotes de construction, cotes d'altitude et points de référence indiqués sur plans et coupes.**

- **Plans et coupes spécifiques aux ouvrages particuliers**

Ces attachements sont établis en autant d'exemplaires qu'il est demandé de décomptes dans le présent C.C.A.P. Les décomptes font expressément référence aux attachements.

- Pour les ouvrages qui le nécessitent, le dossier photographique monté sur papier carton **21X29,7 cm**, montrant les ouvrages avant, durant et après l'exécution des travaux.

- Et tous documents complémentaires jugés utiles pour l'établissement et la vérification des décomptes.

Ces documents seront annexés aux décomptes définitifs (partiels ou final) et trois exemplaires supplémentaires seront fournis directement au maître d'œuvre pour établissement du D.D.O.E.

3.3.4. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article **14 du C.C.A.G.**

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et / ou les prévisions de prix qui lui sont demandées par le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'œuvre.

Les fournitures spéciales faisant référence à l'article 12 alinéa 12/010 et 12/030 des prescriptions générales et communes à tous les corps d'état seront réglées suivant les prix de factures justificatives, remise (s) éventuelle (s) déduite (s), majorés de **33%** ; cette majoration tient compte des frais de livraison sur le chantier.

Celles faisant référence à l'alinéa 12/020 subiront un rabais de **10%**.

3.3.5. Approvisionnement

En complément de l'article **11.3** du **C.C.A.G.**, il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels si les conditions suivantes sont respectées :

- Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que si leur mise en œuvre est prévue effectuée dans un délai maximum de **2 mois** à compter de la production du décompte,
- A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a effectivement payé les matériaux et éléments concernés,
- Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute.

Le règlement des approvisionnements sera effectué sur la base des prix de fournitures seule des matériaux rendus sur place, lus dans le **détail estimatif** ou dans le **cadre de décomposition du prix global et forfaitaire** par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G., affectés d'un abattement de **20 %**. Les matériaux dont la valeur de fourniture seule ne figure pas dans le dit **détail** ou le dit **cadre** ne seront pas pris en compte.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1.1 Les prix seront révisables :

Conformément à l'article **R. 2112-13** du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les prix des travaux seront révisés à l'aide de la formule de variation ci-dessous.

Le réajustement entre le mois d'exécution et le mois zéro, tel que ce mois est défini dans l'Acte d'Engagement, sera effectué avec une partie fixe de 0,15.

Les prix seront révisés à l'aide de la formule ci-après: **$P = P_0 (0,15 + 0,85 (\ln / l^0))$**

dans laquelle :

P	= le prix révisé
Po	= le prix initial
0,15	= la partie fixe
I	= le code de l'index bâtiment national

Le dénominateur représente l'index du mois zéro (I°).

Le numérateur représente le même index, au mois d'exécution des travaux (In).

3.4.1.2 Les prix seront fermes ou éventuellement actualisables :

Sans objet.

3.4.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de signature par l'entreprise de l'acte d'engagement**. Ce mois est appelé le **mois zéro**.

3.4.3 Choix de l'index de références

L'index de références I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national dont la définition est donnée ci-après : **BT 50 (Base 100 en 2010)**

3.4.4. Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4.5. Révision ou actualisation provisoire

En complément des articles **13.2.1 et 13.2.3** du **C.C.A.G.**, lorsqu'une révision ou actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un **index** antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision ou actualisation avant celle définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index correspondant.

3.5. Paiements des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article **3.6.1.1.** du **C.C.A.G.**, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant de paiement direct remet à la personne responsable :

- Soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que la personne responsable modifie la formule d'exemplaire unique ;

- Soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, si cet entrepreneur est un co-traitant l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial :

- Comporte l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R.2193-1 à R. 2193-22 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

- Indique la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R. 2191-63 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le comptable assignataire des paiements, le compte à créditer si le sous-traitant est payé directement.

3.5.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire joint, en double exemplaire, un projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle **révision ou actualisation** des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.6. Formes particulières de l'envoi des projets des décomptes mensuels et finals

3.6.1. Remise des projets de décomptes au maître d'oeuvre

L'entrepreneur devra remettre le **vingt** (20) de chaque mois au maître d'œuvre un projet de décompte se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois.

Le projet de décompte devra être établi en prenant en compte l'ensemble des quantités du bordereau de prix unitaires ou du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire sur lequel il sera appliqué un pourcentage d'exécution.

Les entreprises concernées par l'obligation de transmission des factures électroniques, en application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, devront désormais déposer leur facture sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le numéro SIRET du maître d'œuvre (MOE) (CECIBAT) est le suivant : 38925062200039

Le numéro SIRET du maître d'ouvrage (MOA) (DRAC NOUVELLE AQUITAINE) est le suivant : 173 304 601 00052

Les demandes d'acomptes et le ou les décomptes finaux devront être déposées à partir de l'onglet « Factures travaux »

Les demandes d'acomptes devront être déposées à partir du cadre de facturation « A4 »

Le décompte final de chaque tranche devra être déposé dans chorus pro à partir du cadre de facturation « A7 ». Ce décompte final doit être déposé dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision de réception de la tranche considérée. Le maître d'ouvrage pourra établir un décompte général par tranche.

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

3.6.2. Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de **30 jours** suivant les modalités fixées par prévu à l'article L. 2192-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

3.6.3. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, par le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai suivant les modalités fixées par l'article R. 2192-31 à R. 2192-36 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION

4.1. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article **19.2.3** du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq (5) jours

4-3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

4 - 31 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Sur simple constat de retard par le maître d'œuvre, de l'un des corps d'état, par rapport au calendrier d'exécution, il sera appliqué, en dérogation à l'article **20.1** du C.C.A.G., une pénalité par jour calendaire de retard de 1/1000° (un millième) du montant du marché de l'entrepreneur. Cette pénalité journalière ne pourra être inférieure à **soixante quinze (75) euros TTC**

Elle est appliquée sur le décompte mensuel.

Cette pénalité, appliquée à un ou plusieurs lots, pourra être récupérée en cours de chantier si le délai global de l'opération n'est pas dépassé.

4 - 32 Pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier

Toute absence à une réunion de chantier sera pénalisée d'une amende de **soixante quinze (75) euros T.T.C.**, appliquée sur le décompte mensuel de l'entrepreneur défaillant.

4 - 33 Pénalités pour non-respect des consignes d'hygiène et de sécurité

Dans le cas de non respect du délai de fourniture de son P.P.S.P.S. ou de celui de son sous traitant, et sur proposition du maître d'œuvre., il sera appliqué, par jour calendaire de retard qui suit l'infraction, une pénalité de 1/1000° (un millième) du montant du marché de l'entrepreneur défaillant. Cette pénalité ne pourra être inférieure à **soixante quinze (75) euros TTC**

4 - 34 Pénalités pour non-production du décompte final

Dans les quarante cinq jours suivant la notification de la réception des travaux, l'entrepreneur présentera son projet de décompte final au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre établit le décompte général qui sera notifié à l'entrepreneur par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la présentation du décompte final, l'entrepreneur subira, après mise en demeure, une pénalité journalière de 1/10 000° (un dix millième) du montant du décompte.

4 - 35 Protections complémentaires

Une entreprise créant un décalage dans le calendrier d'exécution des travaux, ayant pour conséquence une co-activité non répertoriée, aura à sa charge l'intégralité des plus values des moyens de protection collectifs rendus nécessaires.

4 - 36 Primes pour avance

Il n'est pas prévu de primes d'avance.

4-4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

4-5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution :

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article **40** du C.C.A.G., une retenue égale à **quinze euros** par jour calendaire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article **20-5** du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de garantie

Le présent marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

5.2. Avance

Une avance est versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la tranche considérée est au moins égal au seuil fixé par l'article R. 2191-3 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Son montant est égal :

- Pour les lots dont le délai d'exécution **ne dépasse pas un an, à VINGT pour cent (20 %)** du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

- Pour les lots dont le délai d'exécution, **dépasse un an**, au produit par **12/N de VINGT pour cent (20 %)** du montant initial TTC du marché ; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existants sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse **soixante pour cent (60 %)** du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint **quatre-vingt pour cent (80 %)** du montant du marché ; article R. 2191-14 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à **20 %** du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3. Avance sur matériel

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

5.4 - Avenant

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

5.5 - Marché complémentaire

En application de l'article R. 2122-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra recourir à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux produits et végétaux dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation et dépenses de chantier

8.1.1. Période de préparation

Elle est fixée à un mois et elle est intégrée dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

8.1.2 Dépenses de chantier

- Dépenses d'investissement et d'entretien :

La description des installations communes de chantier ou les titulaires des lots qui en ont la charge, lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, sont donnés au C.C.T.P.

- Nettoyage du chantier

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'aux lieux de stockage fixés par le **maître d'œuvre**. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par le **C.C.T.P.**

- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

8.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation du **Maître d'œuvre**. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard **trente** jours (30) après leur réception.

8.3. Mesures d'ordre social - Application de la Réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder **10 % (dix pour cent)** et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à **10 % (dix pour cent)**.

8.4. Organisation, Hygiène et sécurité des chantiers

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de la remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc....) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci. Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

8.4.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B – Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ect....), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignées au registre journal de coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignés dans le registre journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS :

1° Libre accès du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier

2° Obligations du titulaire :

- le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous traitants que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS,
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants
- le titulaire informe le coordonnateur SPS :
- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet,
- de son (ses) intervention(s) au titre de la garantie de parfait achèvement ;
- le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS ;
- à la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignés dans le registre journal de coordination.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

D – Plan particulier de coordination de sécurité et de protection de la santé (PPSPS):

Le titulaire établira et remettra au coordonnateur SPS, avant le début des travaux :

- le plan particulier de coordination de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) prévu par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application qui transposent la directive n°92-57 du conseil des communautés européennes du 24 juin 1992. L'absence de remise au coordonnateur S.P.S. du plan de prévention d'hygiène et de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- tout plans et notes correspondant à la solution proposée en matière d'hygiène et de sécurité. L'accord préalable restera subordonné à l'accord technique définitif, qui ne pourra être donné qu'au vu des notes et plans d'exécution des ouvrages concernés par cette modification.

E – Obligation du titulaire vis à vis de ses sous traitants:

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93 – 1418 du 31 décembre 1993

8.4.2. Mesures de sécurité sur l'édifice

L'entrepreneur est formellement tenu de recueillir, auprès du responsable de l'édifice, les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant **la sécurité, le vol et l'incendie**.

8.4.3. Panneau de chantier

Les panneaux de chantier seront fournis par le maître d'ouvrage, seul la pose des panneaux sera à la charge du titulaire du lot 1.

8.4.4. Permis de feu

L'entrepreneur sera tenu de demander au maître d'ouvrage la délivrance **d'un permis de feu** à établir en **trois (3) exemplaires**, dont un destiné au Conservateur de l'édifice.

8.4.5. Autorisations administratives

Par dérogation aux dispositions de l'article **31.3 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur est tenu d'obtenir les permissions de voirie. **Les frais de voiries éventuels seront à la charge du maître d'ouvrage**

8.4.6. Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier

En complément des dispositions prévues à l'article **33 du C.C.A.G.**, lorsque les matériaux mettent à jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le **Maître d'ouvrage**.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives du marché (C.C.T.G, fascicules techniques, C.C.T.P.) sont assurés par l'entrepreneur, suivant les directives et en présence du **Maître d'œuvre**.

Par dérogation au 2e alinéa de l'article **38 du C.C.A.G.**, si le maître d'œuvre, avec l'accord du maître d'ouvrage, prescrit d'autres ouvrages, essais ou contrôles que ceux prescrits dans les documents contractuels du marché, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise ; et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

9.2. Réception

Il est rappelé, qu'en application des dispositions de l'article **41 du C.C.A.G.**, l'entrepreneur est tenu d'aviser la personne responsable du marché et le maître d'œuvre, par lettre recommandée, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qu'ils le seront.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution des épreuves dont les modalités sont données dans les fascicules techniques.

Si le marché prévoit plusieurs tranches, chaque tranche (ferme ou optionnelle) fera l'objet d'une réception partielle conformément à l'article **42** du C.C.A.G.

Les types d'épreuves, leur nombre et les laboratoires chargés des épreuves, sont donnés dans le **C.C.T.P.**

9.3. Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne feront l'objet d'aucune stipulation particulière. Ils seront présentés sous la forme et dans un nombre d'exemplaires conformes aux dispositions de l'article **40** du **C.C.A.G.**

Les documents à fournir après exécution sont précisés au **C.C.A.P. (article 3.3.3)**.

En fin de chantier, l'entrepreneur fournira au maître d'œuvre en **cinq exemplaires** pour le **D.D.O.E.**, les attachements figurés définis à l'article 3.3.3 du C.C.A.P. Tous les détails seront fournis.

Tous les documents de format supérieur à A3 (29.7 X 42) seront fournis, en plus des **cinq tirages**, avec un contre-calque. Ces documents sont indépendants des attachements qui doivent être joints aux mémoires afin de permettre leur vérification.

Ceci est valable pour tous les corps d'état et pour tous les détails d'exécution.

9.4. Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à douze mois.

9.5. Garanties particulières

Sans objet.

9.6. Assurances

Dans un délai de **quinze jours** (15) à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- **d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.**

- **d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 et 2270 du Code Civil.**

En outre, pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U. et règles de calculs, ainsi que pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération fournis ou non par le titulaire, l'entreprise doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles **1792 à 1792.2 et 2270** du code civil.

9.7. Taxe d'apprentissage

Conformément à l'arrêté du **24 février 1944**, l'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux de **taille de pierre** est tenu de s'affilier à un organisme d'apprentissage préparant, sous le contrôle de l'état, tailleurs de pierre spécialistes pour les Monuments Historiques.

9.8. Résiliation de marché

Par dérogation à l'article **46.1.2** du **C.C.A.G.**, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative ou en cas d'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Par dérogation à l'article **46.4** du **C.C.A.G.**, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire et aucune indemnisation des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution ne sera octroyé.

ARTICLE 10 : CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE

Le ministère de la Culture, engagé dans une démarche d'obtention du label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le MC s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le MC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le MC et fourni en annexe 1 du règlement particulier de la consultation

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant la date de notification du marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après :

a) C.C.A.G.					
Dérogation à l'article		12	résultant de l'article		
"	"	11.3	"	"	3.3.3 du C.C.A.P.
"	"	13 2.1 et 13.2.3"	"	"	3.3.5. du C.C.A.P.
"	"	20.1	"	"	3.4.5 du C.C.A.P.
"	"	31.3	"	"	4.3.1 du C.C.A.P.
"	"	33	"	"	8.4.5 du C.C.A.P.
"	"	38	"	"	8.4.6 du C.C.A.P.
"	"	46.1.2	"	"	9.1 du C.C.A.P.
"	"	46.4	"	"	9.8 du C.C.A.P.

Etabli par le représentant du pouvoir adjudicateur le 04/08/2025

Lu et accepté,
L'Entrepreneur,